

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du jeudi 27 juin 2024**

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 15
Nombre de votants : 23

Date de la convocation : 20 juin 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept juin à quinze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

Absents excusés ayant donné un pouvoir :

M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua) ; Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage) ; M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) ; M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage) ; Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus) – pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus) ; M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus) – pouvoir à M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus) ; M. Stéphane DELAGE (Le Gua) – pouvoir à Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) ; Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre) – pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Absents :

M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus)
M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)
M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac)

Secrétaire de séance :

M. François SERVENT

Durée d'amortissement des immobilisations des budgets soumis au plan comptable M57

Finances

L'amortissement consiste dans l'étalement, sur la durée probable d'utilisation, de la valeur du bien amortissable. Cette technique permet de répartir le coût des immobilisations sur leur rythme d'utilisation. L'objectif consiste à assurer le renouvellement des immobilisations : il représente une charge sur la section de fonctionnement et un produit sur la section d'investissement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article R.2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les règles applicables aux amortissements des communes et de leurs groupements ;

Vu les instructions budgétaires et comptables M57 du Budget Principal et des différents Budgets annexes soumis au plan comptable M57 ;

Considérant la proposition du Président, de fixer, à compter du 1^{er} janvier 2024, les durées d'amortissement par catégories de biens selon le tableau figurant ci-après ; de décider la règle du prorata temporis, pour les nouvelles immobilisations acquises à compter du 1^{er} janvier 2024 à partir de la mise en service ou de paiement de la facture, de préciser que les subventions d'équipement enregistrées en recettes de la section d'investissement seront reprises sur la durée d'amortissement du bien qu'elles auront contribué à financer, de fixer le seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) à 1 000 euros, et d'autoriser la sortie des biens de faible valeur totalement amortis.

Imputation	Désignation	Durée d'amortissement
Immobilisations incorporelles		
202	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	10
2031	Frais d'études	5
2032	Frais de recherche et de développement	5
2033	Frais d'insertion	5
2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques,	2
2041	Subvention d'équipement aux organismes publics :	5
	- Bien mobilier ou matériel	15
	- Equipement technique	15
	- Immeuble	15
2042	Subvention d'équipement aux personnes droit privé :	5
	- Bien mobilier ou matériel	15
	- Equipement technique	15
	- Immeuble	15
Immobilisation corporelles		
2121	Agencements et aménagements de terrains : Plantations d'arbres et d'arbustes	20
2131	Constructions	30
21321	Bâtiments privés : Immeubles de rapport	30
21351	Installations générales, agencements, aménagements des constructions : Bâtiments publics	20
21352	Installations générales, agencements, aménagements des constructions : Bâtiments privés	20
2138	Autres constructions valeur inf à 1 000 000€	15
2138	Autres constructions valeur sup à 1 000 000€	30
2141	Constructions sur sol d'autrui : Bâtiments publics	30
2142	Constructions sur sol d'autrui : Immeubles de rapport	30

2145	Construction sur sol d'autrui : Installations générales, agencements, aménagements	6
2148	Constructions sur sol d'autrui : Autres	30
215	Installations, matériels et outillages	10
216	Œuvres d'art	10
	Immobilisation corporelles reçues en mise à disposition	
2172	Installations générales, agencements et aménagements divers	15
2173 / 2174	Construction et constructions sur sol d'autrui valeur inf à 300 000€	15
2173 / 2174	Construction et constructions sur sol d'autrui valeur sup à 300 000€	30
2175	Installation, matériel et outillage techniques	15
2178	Autre immobilisations	15
	Autres immobilisations corporelles	
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	20
21828	Autres matériels de transport	10
21831	Matériels informatiques scolaires	5
21838	Autres matériels informatiques	5
21841	Matériels de bureau et mobilier scolaires	15
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	15
2185	Matériels de téléphonie	3
2188	Autres immobilisations corporelles	10
	Immobilisations reçues en affectation	
223	Construction si valeur inf à 300 000€	15
223	Construction si valeur sup à 300 000€	30
224	Construction sur sol d'autrui si valeur inf à 300 000€	15
224	Construction sur sol d'autrui si valeur sup à 300 000€	30

Par ailleurs, il convient de préciser que les subventions transférables sont à amortir :

- Sur la même durée d'amortissement que le bien subventionné,
- A partir de la même date pour les subventions versées avant la date de réception du bien.

Après avoir entendu l'exposé du Président, et en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De fixer, à compter du 1er janvier 2024, les durées d'amortissement par catégories de biens, telles que figurant dans le tableau ci-dessus ;
- De décider la règle du prorata temporis, pour les nouvelles immobilisations acquises à compter du 1^{er} janvier 2024, à partir de la mise en service ou de paiement de la facture ;
- De préciser que les subventions d'équipement enregistrées en recettes de la section d'investissement seront reprises sur la durée d'amortissement du bien qu'elles auront contribué à financer ;
- De fixer le seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) à 1 000 euros ;
- D'autoriser la sortie des biens de faible valeur totalement amortis ;
- D'autoriser le Président ou son délégataire à signer toute pièce nécessaire à l'exécution.

AR Prefecture

017-241700699-20240627-2024CC04_16-DE
Reçu le 09/07/2024
Publié le 09/07/2024

Délibération n°2024/CC04/16

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
François SERVENT

A blue ink signature, likely of François Servent, written in a cursive style.



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.